

Direction Générale Aménagement du Territoire et Patrimoine
Service Espaces Publics

Prolongation de l'arrêté numéro 2022-505 du 7 septembre 2022.

Objet | Emplacement base de vie pour chantier RCU, rue Jean Raymond Guyon à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice-Président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n° 95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route.

Vu la délibération numéro 2021-27 en date du 8 février 2021, relative à la fixation des montants pour les emprises de chantier dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Considérant la demande présentée par **le Cabinet Merlin 9, Avenue Raymond Manaud Immeuble C4.3 33520 Bruges Téléphone : 05.57.43.41.27, représenté par Monsieur Mathieu Griffon** afin d'occuper 13 emplacements sur le parking public rue Jean Raymond Guyon à Cenon.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'entreprise **SADE et leurs sous-traitants pour le compte du Cabinet Merlin, est autorisée** à occuper 13 emplacements sur le parking rue Jean Raymond Guyon à Cenon, du 17 décembre 2022 au 20 janvier 2023.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : **(1 mois)**

- La circulation **sera maintenue.**
- L'emplacement de la base de vie sera positionné sur 13 emplacements situé sur le parking.
- L'emprise devra être clôturé et menotté.
- Les stationnements seront interdits sur ces emplacements à toute personne ou organisation n'étant pas stipulée dans cet arrêté.
- La circulation des piétons **sera sécurisée et maintenue.**
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : La signalisation réglementaire temporaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 4 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, entreprises et services publics concernés.

Article 5 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 7 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre de recette.

Article 8 : Les services de Police, les services de Bordeaux Métropole et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à CENON, le **22 novembre 2022**

**Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du
CGCT
Date d'affichage : 25 novembre 2022**

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.